

À la suite de son congrès de Montréal

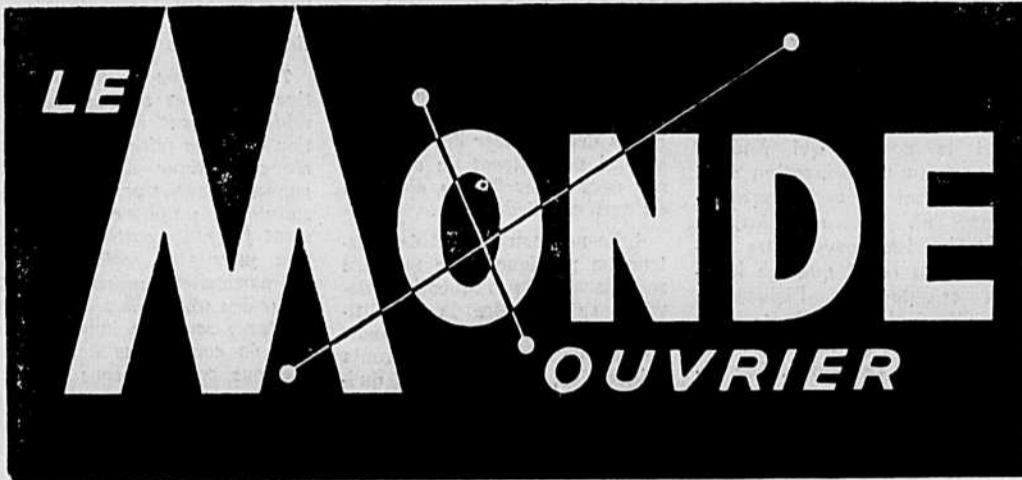
162 2227 - LIB-DE  
BIBLIOTHEQUE  
VILLE DE MONTREAL  
1210 E. RUE SHERBROO  
MONTREAL 24 PC.

# LA FTQ RESTE A L'AVANT-GARDE!

45<sup>e</sup> année

MONTREAL — DECEMBRE 1961

No 12



*... offre à ses lecteurs  
ses vœux les meilleurs  
de NOEL et du  
NOUVEL AN*

MONTREAL — La Fédération des travailleurs du Québec, qui, depuis sa fondation en 1957, a évolué à pas de géant et pris la tête du peloton des associations populaires, s'est définitivement installée à l'avant-garde à la suite de son congrès de novembre dernier, à Montréal. En adoptant des positions à la fois progressives, courageuses et réalistes, elle a complètement assumé l'une des fonctions essentielles du mouvement syndical, qui consiste à fournir du "leadership" à tous les éléments sains et progressifs qui restent isolés dans notre société.

On peut dire qu'à quelques dissidences près, tous les délégués au dernier congrès de la FTQ s'inspiraient dans leurs interventions de la philosophie et des principes de la social-démocratie, qui préconise la démocratie politique, économique et sociale. Mais non contents de proclamer ces principes et de formuler, en somme, une véritable idéologie humaniste, les travailleurs du Québec ont décidé de passer à l'action et de proclamer officiellement leur appui au Nouveau parti démocratique.

#### PAS DE TABOUS POUR NOUS

Parce que la FTQ avait déjà donné son adhésion de principe au projet de fondation du Nouveau parti, cette décision historique est un peu passée inaperçue. La presse, la radio et la télévision se sont surtout attachées aux importantes positions prises par notre centrale sur la réforme de l'enseignement, le séparatisme et l'orientation économique de notre province.

Passant outre aux tabous qui paralysent d'autres secteurs

de la société, les travailleurs du Québec, qui sont assez représentatifs de l'ensemble de la population, ont adopté, en matière d'éducation, un programme de réformes se rapprochant sensiblement de ce qu'on est convenu d'appeler la "formule Lacoste", du nom du professeur Paul Lacoste, de l'université de Montréal.

#### LA SOLUTION LACOSTE-FTQ

Cette formule prévoit un remaniement complet du Conseil de l'Instruction publique, qui serait divisé en deux comités "culturels", l'un de langue française, l'autre de langue anglaise, plutôt qu'en un comité catholique et un comité protestant. Des sous-comités verraient à sauvegarder notre régime d'enseignement confessionnel, mais il y aurait place, au niveau local, pour la création de commissions scolaires laïques à l'intention des parents qui en désireraient. On pourra lire en pages intérieures le texte de cette déclaration de principes qui servira de base au mémoire que

(Suite à la page suivante)

UNE EQUIPE EQUILIBREE ET BIEN RODEE, dont on n'a remplacé qu'un seul membre, tel est l'exécutif qui a été élu sans opposition au terme du dernier congrès de la FTQ. La seule nouvelle figure (épanouie) que l'on aperçoit au tableau, à l'extrême-gauche, est celle du confrère André Thibaudeau, élu trésorier en remplacement du confrère Adrien Gagnier, qui ne sollicitait pas un renouvellement de son mandat. Les autres membres de l'exécutif qui, pour en avoir vu d'autres, ne se réjouissent pas moins de leur réélection, sont, de gauche à droite, les confrères John Purdie, secrétaire, Roger Provost, président, Jean Gérin-Lajoie et Edouard Larose, vice-présidents.



Le doyen  
des  
journaux  
syndicaux  
canadiens

# LE MONDE OUVRIER

Fondé  
par  
Gustave  
Francq,  
en 1916

Publié dans le but de promouvoir les réformes législatives nécessaires à la protection de la classe ouvrière du Québec et à l'amélioration de son sort.

Organe officiel de la  
**FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC**

Comité exécutif

Roger PROVOST, président; Edouard LAROSE, Jean GERIN-LAJOIE, vice-présidents; John PURDIE, secrétaire; André THIBAUDEAU, trésorier.

Directeur: Roger PROVOST; rédacteur: Noël PERUSSE.

Adressez toutes communications à:

1327 est, boul. Saint-Joseph, Montréal 34 — Tél. LAfontaine 7-1218  
Imprimé par Radiomonde, 8430, rue Casgrain, DU. 7-6218



Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication.

## EDITORIAL

# L'unité sans l'uniformité

Au cours du récent congrès de la FTQ, le leader du Nouveau parti démocratique, le "confrère" Tommy Douglas, déclarait, à l'occasion d'une conférence de presse, que l'objectif de notre mouvement politique était de réaliser au Canada l'unité sans l'uniformité. Il est évident qu'il voulait dire par là que notre pays a besoin d'une meilleure unité sans perdre pour autant les avantages de sa grande diversité.

Eh bien! Nous sommes d'avis qu'au sein de notre Fédération aussi, il va nous falloir réaliser l'unité sans l'uniformité. Est-ce dire qu'à l'instar du Canada, notre centrale manque d'unité? Bien au contraire. Ceux qui suivent l'évolution de la FTQ depuis 1957 ne pouvaient reconnaître, à notre dernier congrès, le mouvement qui, né d'une fusion laborieuse, était encore profondément déchiré par des luttes idéologiques et des conflits de personnalités.

Allons quoi? Après avoir travaillé d'arrache-pied pendant plus de quatre ans à réaliser une certaine unité de pensée au sein de la FTQ, nous faudrait-il maintenant déplorer que notre congrès de novembre dernier a pu, sans débats passionnés ni querelles stériles, appuyer le Nouveau parti démocratique, adopter des positions très progressives en matière d'éducation, s'élire une équipe dirigeante représentative et bien équilibrée?

Evidemment pas! La force du syndicalisme réside dans l'unité et il ne saurait être question d'affaiblir la FTQ dans le seul but d'amuser les badauds et de satisfaire les instincts belliqueux de quelques-uns de ses membres. Non, si nous jugeons à propos de dénoncer ici les dangers de l'uniformité, ce n'est pas, dans notre esprit, au détriment de cette unité chèrement acquise, ni au bénéfice des amateurs de lutte fratricide.

La FTQ a eu, jusqu'ici, la sagesse d'aller à l'essentiel et au plus pressé, de ne pas compromettre son unité naissante en abordant en même temps toutes les questions litigieuses. Mais, maintenant qu'on a fait l'unité sur l'épineux problème de l'action politique, que nos membres ont cessé d'aborder toutes les questions sous l'angle de leurs anciennes allégeances syndicales, qu'ils ont appris à discuter sans s'invectiver, il ne faudrait pas qu'à nos prochains congrès, les débats les plus animés portent sur des questions telles que le séparatisme, qui n'intéressent qu'indirectement les travailleurs syndiqués.

Il reste une foule de problèmes épineux que nous devons maintenant pouvoir discuter dans l'unité, sans qu'il y ait nécessairement, entre nous, uniformité de vues. Une foule de questions délicates que nous avons eu la sagesse d'éviter parce que nous ne possédions pas une unité de pensée suffisante pour nous permettre une certaine diversité d'opinions.

Parmi les problèmes qui devraient retenir notre attention, il y a, par exemple, celui des conflits intersyndicaux et de la liberté syndicale. La FAT-COI vient, à ce propos, de mettre au point un mode d'arbitrage qui confère à la centrale une plus grande autorité sur ses affiliés. Avons-nous assez de maturité pour confier nous-mêmes une certaine autorité à nos centrales canadiennes et leur permettre de résoudre le problème de la liberté syndicale sans retourner à la loi de la jungle, qui réduit l'exercice de cette liberté à celle de l'acheteur qui magasine devant les étalages de divers syndicats rivaux?

Il y a aussi la question de l'établissement de normes dans les négociations collectives. Sommes-nous prêts à faire un peu de lavage de linge sale en famille et à nous fixer des objectifs réalistes qui nous permettront d'obtenir pour les travailleurs du Québec tout ce que peut se permettre de payer le patronat québécois? Sommes-nous assez raisonnables pour conférer à nos centrales l'autorité qu'il faudrait pour éliminer les embûches de l'anarchie?

Comme on le voit, il nous reste assez de problèmes pour maintenir notre unité sans l'uniformité.

**Guy Merrill DESAULNIERS**

AVOCAT — BARRISTER

2228 est, rue Sherbrooke

Tél.: LA. 6-5571 - 72 - 73

## La Déclaration de principes de la FTQ sur l'éducation:

# ★ Gratuité de l'enseignement; ★ structures démocratisées; ★ écoles non confessionnelles

La marche du système d'éducation dans notre province constitue l'une des responsabilités collectives essentielles du peuple du Québec. Face à cette responsabilité, la Fédération des travailleurs du Québec estime de son devoir de lancer un cri d'alarme devant le marasme actuel où ont abouti nos institutions d'éducation. Tout en reconnaissant les réalisations valables du passé, il est devenu urgent de corriger le présent et de préparer l'avenir.

Les travailleurs s'aperçoivent en nombre grandissant que c'est le peuple qui finance presque toute l'éducation sans en avoir ni un usage proportionné ni, encore moins, le contrôle. Les travailleurs s'aperçoivent aussi que les lacunes criantes de l'éducation donnée à leurs enfants sont une des causes majeures qui en font des chômeurs. Par dizaines de milliers, nos garçons et filles vont grossir le réservoir des chômeurs, victimes d'une éducation qui ne les prépare pas à la vie moderne. Par ailleurs, ceux qui peuvent continuer leurs études se débattent souvent dans un réseau compliqué de maisons d'enseignement qui constituent un fouillis au lieu d'être un système cohérent.

Les intérêts des travailleurs et de leurs enfants exigent des réformes profondes et urgentes visant à remettre entre les mains des parents, par l'intermédiaire des élus du peuple, le contrôle de l'éducation de leurs enfants, en s'inspirant des principes suivants:

### Accès à l'éducation

1. Tout enfant, sans égard à la fortune de ses parents, a un droit d'accès égal à tous les niveaux d'éducation. Ce droit devra être reconnu en principe et devra aussi pouvoir s'exercer en pratique.

L'éducation devra donc être gratuite à tous les niveaux, y compris le niveau universitaire. Et pour que ce principe soit mis réellement en pratique, la gratuité devra s'accompagner des mesures complémentaires nécessaires.

2. La Fédération réitère avec insistance que l'éducation doit être obligatoire jusqu'à 16 ans. Nous déplorons que l'application de cette mesure doive être retardée par l'absence d'écoles et de professeurs en nombre suffisant. Cette situation pénible constitue une condamnation de la négligence et de l'incurie des autorités responsables de l'éducation qui n'ont pas su prévoir les besoins criants de la population. Nous demandons que le gouvernement voie à corriger les retards du passé avec un programme d'urgence approprié.

### Régie de l'éducation

3. Le Conseil de l'Instruction publique devra être profondément réformé, car, constituant la principale autorité pédagogique en matière d'éducation, il a lourdement contribué à la faillite du système actuel.

Un nouveau Conseil de l'Instruction publique devra exercer une autorité unifiée sur tout le système d'éducation, devra représenter les divers éléments de la population et devra fonctionner à l'intérieur de cadres précis qui seront fixés démocratiquement, c'est-à-dire par les élus du peu-

ple. Sur le plan administratif, le ministre responsable de l'éducation doit disposer des pouvoirs qui lui permettront de coordonner avec efficacité les éléments du système d'éducation.

4. Le nouveau Conseil de l'Instruction publique et le ministre responsable de l'éducation devront entreprendre la simplification d'un réseau devenu anarchique de systèmes différents d'éducation, aussi coûteux qu'inefficaces, et entreprendre la modernisation de programmes scolaires et de méthodes d'enseignement devenus passablement incompatibles avec les exigences d'une société industrialisée et démocratique.

5. Pour sauvegarder à la fois le caractère confessionnel de l'enseignement et la liberté de conscience des non-catholiques, la division actuelle en comités catholique et protestant devrait être remplacée par un comité français et un comité anglais, comportant des sous-comités religieux sous le contrôle de la hiérarchie ecclésiastique et réglementant l'enseignement religieux. Sur le plan local, les parents intéressés pourront former des corporations scolaires non-confessionnelles.

### Financement de l'éducation

6. L'usage des fonds publics pour fins d'éducation devra être

soigneusement régi par un ministre responsable. Celui-ci verra à mettre fin à l'éclosion désordonnée de maisons d'éducation dont on évalue mal le besoin, mais qui, toutes, exigent des subsides de notre argent.

7. Un système adéquat d'éducation exige des sommes considérables d'argent dont la perception devra se faire dans le cadre d'une politique d'ensemble du gouvernement et par une taxation statutaire, uniforme et sociale-ment juste. Ce système de taxation pour fins scolaires devra en particulier mettre fin à la honte des nombreuses exemptions de taxes scolaires imposées par tant de compagnies à des commissions scolaires sans défense.

8. La répartition des argents perçus devra favoriser également toutes les régions de la province, d'abord selon leur population d'enfants et leur richesse humaine et non pas selon leur richesse financière, comme à présent.

### Mémoire à la Commission royale

L'importance, pour les travailleurs et la population du Québec tout entier, des principes énoncés et l'urgence des réformes à faire exigent que le Conseil exécutif de la Fédération des travailleurs du Québec continue les démarches entreprises en vue de présenter à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement un mémoire qui s'inspire de cette déclaration de principes adoptée en congrès.

# La FTQ reste à l'avant-garde!

(Suite de la 1ère page)

la FTQ entend soumettre à la Commission royale d'enquête sur l'éducation.

La Fédération des travailleurs du Québec a carrément rejeté le séparatisme, mais sans condamner les mouvements qui le préconisent, ni contester la légitimité des griefs qu'ils véhiculent. Les délégués ont jugé que la solution séparatiste présentait des risques sur le plan économique, et qu'un Etat du Québec appauvri par son isolement compromettrait l'épanouissement culturel de la nation canadienne-française. Le Bureau confédéral de la CSN, qui, comme par hasard, siégeait simultanément au même hôtel, n'a pas mis de temps à leur emboîter le pas.

R.I.P. LE R.I.N. (Nov. 1961)

Comme les représentants de plus de 300,000 travailleurs du Québec se trouvent ainsi à avoir repoussé l'idée de sécession, les historiens futurs situeront peut-être au mois de novembre 1961 le moment où

le rêve séparatiste a reçu le coup de grâce dans notre province. On trouvera également en pages intérieures le texte de cette importante prise de position de notre centrale.

Enfin, la FTQ a adopté des politiques économiques conférant à l'Etat provincial un rôle capital dans la réalisation des conditions du plein emploi en notre province. Les délégués n'ont reculé devant aucune forme d'intervention de l'Etat dans la planification et la gestion de notre économie et se sont déclarés prêts à lui mettre entre les mains tous les instruments dont il pourrait avoir besoin pour la diriger en fonction du bien commun: industrie hydro-électrique, services publics, etc.

### DE LA DOCTRINE A L'ACTION

Comme on le voit, la FTQ s'est maintenant constituée un corps de doctrine assez complet qui lui permet d'avoir une action intelligente et lucide qui sera profitable à l'ensemble de la société.

## Avertissement au gouvernement Lesage:

# LA FTQ: NE TOUCHEZ PAS A L'ASSISTANCE-CHOMAGE!

MONTREAL — La Fédération des travailleurs du Québec a donné l'avertissement au gouvernement Lesage qu'elle ne lui laissera pas un instant de repos s'il a le malheur de supprimer ou de réduire les allocations de l'assistance-chômage, sous prétexte qu'il y a des fraudeurs qui les reçoivent illégalement.

Commentant la récente déclaration du premier ministre, M. Jean Lesage, selon laquelle l'assistance-chômage était un encouragement à l'oisiveté, le directeur des services sociaux de la FTQ, le confrère Julien Major, a mis le gouvernement en garde contre toute tentative d'abolir le régime actuel. Le leader syndical croyait voir une menace en ce sens dans les propos du chef du gouvernement.

### Le devoir de ne pas travailler

Pour ce qui est des cas de fraude invoqués par M. Lesage, le porte-parole de la FTQ a affirmé que les sans-travail nécessaires ont non seulement le droit, mais le devoir, de refuser un emploi qui leur rapporterait moins que les allocations de l'assistance-chômage.

Soulignant que d'après le budget familial du Montreal Diet Dispensary, une famille de quatre personnes ne peut, sans compromettre la santé physique et mentale de ses membres, vivre avec des revenus inférieurs à \$196 ou \$227, selon qu'elle paie un loyer de \$40 ou \$70 par mois, le confrère Major a fait observer qu'il serait immoral pour un père de famille d'accepter un emploi qui lui rapporterait encore moins que les \$100 mensuels qu'il pourrait retirer de l'assistance-chômage.

### Faudrait-il violer la loi?

Le directeur des services sociaux de la FTQ a souligné qu'en dehors de Montréal, le salaire minimum prévu par la loi devrait rapporter à un travailleur près de \$100 par mois, ce qui le porte à se demander si M. Lesage voudrait que les chômeurs acceptent des salaires inférieurs au salaire minimum plutôt que de retirer l'assistance-chômage.

Selon le leader syndical, un chef de famille a le droit et le devoir de préférer l'assistance-chômage au salaire minimum légal, puisque le fait d'occuper un emploi à l'extérieur de son foyer entraîne des frais de déplacement et de vêtement qu'il serait immoral pour lui d'assumer au détriment de ses dépendants. La seule solution au problème évoqué par M. Lesage, c'est, dit-il, de hausser le salaire minimum à un dollar et 25 cents l'heure, ce qui porterait le revenu mensuel du travailleur à environ \$200, soit à peine le minimum vital décrété par les spécialistes en nutrition et en bien-être.

### Ah! c'était le bon temps

Le confrère Major a cru voir dans la déclaration de M. Lesage selon laquelle l'offre a subi une baisse sur le marché du travail, une nostalgie d'inspiration bourgeoise pour l'immense réservoir de chômeurs affamés qui a provoqué un effondrement des salaires et des prix au cours de la crise économique des années '30. Il a félicité les sans-travail de ne pas faire de surenchère à la baisse sur un marché du travail encombré où ils ne pourraient trouver un emploi qu'en déplaçant un travailleur raisonnablement rémunéré. Mais en contre-partie, dit-il, les travailleurs pourvus d'un emploi se doivent d'empêcher à tout prix le gouvernement Lesage d'abolir le régime de l'assistance-chômage qui, seul, avec l'assurance-chômage, nous évite de revivre les jours sombres et odieux où les ouvriers se coupaient mutuellement la gorge aux bureaux d'embauchage des usines.

"Si M. Lesage croit que les travailleurs du Québec vont accepter de retourner au temps de la loi de la jungle sur le marché du travail, de dire le confrère Major, il se trompe, car ils ont maintenant suffisamment de conscience politique pour se débarrasser d'un gouvernement qui voudrait les ramener aux jours honteux du plan T. D. Bouchard, qui était également libéral."

### Mais, où sont les promesses d'antan?

Le porte-parole de la FTQ a rappelé que le gouvernement Lesage s'est fait élire en promettant de régler le problème du chômage, qu'il n'a à peu près rien fait dans ce sens, qu'il ne semble avoir trouvé d'autre solution que d'insulter les chômeurs et de les inviter sournoisement à provoquer un effondrement général des salaires en obtenant à des salaires inférieurs, les emplois de ceux qui travaillent.

Rappelant que la situation de l'emploi est dans un état unique de stagnation dans le Québec, le confrère Major a déclaré qu'il est de la responsabilité des autorités gouvernementales d'empêcher les chômeurs de mourir de faim tant qu'il n'aura pas eu le courage de prendre les mesures économiques qui s'imposent pour leur créer des emplois.



"J'ESPERE QUE VOUS N'ATTENDREZ PAS 40 ANS pour en faire une autre!" a déclaré le président Roger Provost, de la FTQ, en félicitant les syndicats internationaux de travailleurs du bâtiment pour la réussite de leur récente grève générale à Montréal. Il leur adressait la parole à l'occasion d'un banquet offert en l'honneur du président Jean-Paul Ménard, du Conseil des métiers de la construction, qui a lui-même laissé

planer la menace d'un autre arrêt du travail dans le cas où les problèmes encore en litige ne trouveraient pas une solution satisfaisante. Outre le confrère Provost, on reconnaît, de gauche à droite, les confrères Laurent Lemoine, de l'Association internationale des ferblantiers, fer de lance de la dernière grève, Ménard, et Louis Laberge, président du Conseil du travail de Montréal.

### Lesage bat vite en retraite

## La FTQ est satisfaite, mais ne s'emballe pas

MONTREAL — La Fédération des travailleurs du Québec s'est déclarée satisfaite de la mise au point du premier ministre provincial, M. Jean Lesage, qui a aussitôt affirmé que son gouvernement n'a l'intention ni de supprimer ni de réduire les allocations payées aux sans-travail nécessiteux au titre de l'assistance-chômage.

Cependant, le directeur des services sociaux de la FTQ, le confrère Julien Major, a précisé que le chef du gouvernement ne peut reprocher à personne d'avoir mal interprété sa déclaration selon laquelle il n'était pas prêt à laisser se perpétuer un système qui d'après lui, constituait un encouragement à l'oisiveté et une menace à la vie économique du Québec.

### Un appel à la prudence

Le confrère Major a soutenu que les propos "pour le moins imprudents" de M. Lesage ont semé un émoi fort compréhensible parmi les indigents et au sein du mouvement syndical. Il a invité le premier ministre à s'abstenir, à l'avenir, de répandre la panique parmi de pauvres gens déjà accablés par leur état d'insécurité, en exagérant l'importance de cas de fraude.

Le porte-parole de la FTQ a surtout retenu de la dernière déclaration de M. Lesage l'intention qu'il manifeste d'améliorer l'administration et la distribution de l'assistance-chômage. Tout en affirmant que le gouvernement ne devrait pas modifier le système actuel sans consulter les agences sociales et le mouvement syndical, le confrère Major a déclaré que pour améliorer la distribution de l'assistance-chômage, la FTQ ne voit pas de meilleur moyen que de faire de la publicité à la loi et aux bénéfices qu'elle prévoit, tout comme l'Etat en fait déjà pour l'assurance-hospitalisation.

### Une politique d'improvisation affolée

Le confrère Major a fait savoir que, devant le refus obstiné des autorités provinciales

d'entreprendre une telle campagne d'éducation, la FTQ s'est vue dans l'obligation de faire adopter par une réunion de tous les représentants syndicaux de la région de Montréal, y compris ceux de la Confédération des syndicats nationaux, convoquée par la Commission de l'assurance-chômage, une résolution demandant aux autorités fédérales de suppléer à l'incurie du gouvernement Lesage dans ce domaine.

Enfin, le porte-parole de la FTQ a déclaré que le premier ministre fait preuve d'un certain manque de suite dans les idées quand, à quatre jours d'intervalle, il choisit successivement de se plaindre du coût élevé de l'assurance-chômage, puis de s'en vanter. Selon le confrère Major de telles contradictions semblent indiquer que M. Lesage n'a pas de conception bien arrêtée en matière de sécurité sociale, et que son gouvernement pratique plutôt une "politique d'improvisation affolée" dont la première préoccupation est l'équilibre du budget.

**Le message de Noël du président Provost****Notre société soi-disant chrétienne: une marâtre**

"Au moment où nous nous apprêtons à célébrer les fêtes de Noël et du jour de l'An, la tentation est bien forte de recourir aux dernières statistiques fédérales sur le chômage pour calmer notre conscience et nous dire qu'après tout il y a probablement moins de sans-travail que l'année dernière, qu'il y a une certaine reprise économique, qu'enfin nous pouvons participer à nos réjouissances familiales l'âme en paix.

"Eh bien, non ! Au risque de passer pour un trouble-fête, j'estime de mon devoir de rappeler aux travailleurs du Québec qui ont le bonheur d'avoir un emploi, qu'il se trouve encore en ce moment, dans notre province, au moins 125,000 familles pour qui notre société soi-disant chrétienne n'est toujours qu'une marâtre qui ne nourrit pas ses enfants.

"Sans doute, les chômeurs peuvent-ils recevoir l'assurance-chômage ou l'assistance-chômage, qui ne représentent qu'une maigre pitance inférieure au minimum vital établi par les spécialistes en nutrition et en bien-être. Mais même cette pitance, on a vu notre premier ministre provincial la chicaner aux sans-travail en les faisant passer pour des paresseux qui préfèrent vivoter avec des secours nettement insuffisants plutôt que de gagner honorablement leur vie.

"Nous qui connaissons les travailleurs, et par conséquent les chômeurs, mieux que M. Jean Lesage, nous savons que la plupart d'entre eux sont des hommes fiers qui souffrent de ne pouvoir se rendre plus utiles à la société. Nous connaissons l'humiliation du père de famille qui doit rester inactif à la maison au moment où ses enfants partent pour l'école; nous partageons la honte de celui qui doit avouer ces jours-ci à ses petits que l'année n'a pas été bonne et qu'il ne peut leur acheter les jouets dont ils rêvent.

"Sachant que la majorité des chômeurs sont des travailleurs honnêtes qui veulent travailler, nous nous apprêtons à mettre à l'épreuve la bonne foi des autorités gouvernementales de notre province en leur soumettant un mémoire prévoyant des mesures concrètes de nature à régler de façon permanente le problème du chômage et à réaliser ici les conditions du plein emploi. Qu'on fournisse aux sans-travail la possibilité de se trouver un emploi convenablement rémunéré, comme durant la guerre, et on verra bien, alors, dans quelle proportion infime ils continueront de vivre des secours de l'Etat.

"Consciente de ses responsabilités sociales et de la nécessité de faire passer dans ses actes ses principes de justice sociale et son idéologie humaniste, notre centrale syndicale a récemment décidé de donner son entier appui au Nouveau parti démocratique. Nous croyons, en effet, que la solution est là et qu'aucun parti politique ayant partie liée avec les grands intérêts financiers ne peut régler le problème du chômage. Cependant, nous estimons qu'indépendamment de toute action politique directe, tous les secteurs importants de la société, — travailleurs de l'usine, de la terre et du bureau, gens de professions libérales, petits industriels et petits commerçants, — ont intérêt à nous obtenir un régime de plein emploi. C'est pourquoi nous profitons de la fête de Noël pour faire appel à leurs bons sentiments et les inviter à épauler l'action revendicatrice de la FTQ auprès des pouvoirs publics.

**A sept voix dissidentes****La FTQ rejette le séparatisme, non les griefs qui l'inspirent**

MONTREAL — Au terme d'un long débat passionné, les délégués au congrès de la FTQ ont rejeté, à sept voix dissidentes seulement, la "solution séparatiste". Cependant, dans une résolution fort nuancée, ils ont en même temps reconnu "la légitimité des griefs des Canadiens français". Nous reproduisons le texte de cette résolution qui résume la position de la FTQ à l'endroit de la Confédération :

ATTENDU que la Fédération des travailleurs du Québec, considère la nation comme une communauté stable, historiquement constituée, possédant sa langue et sa culture, et occupant un territoire défini;

ATTENDU que le Canada est formé de deux nations : la nation canadienne-française et la nation canadienne-anglaise;

ATTENDU que le caractère bi-culturel du Canada et la présence concentrée de l'une des deux nations à l'intérieur d'une province expliquent l'importance considérable qu'il faut accorder aux droits provinciaux, parce que la négation des droits de la province de Québec équivaudrait à une violation des droits nationaux et démocratiques des Canadiens français;

ATTENDU qu'un siècle de vexations sur le plan fédéral et dans d'autres provinces de la Confédération a conduit les Canadiens français à considérer de plus en plus l'Etat provincial du Québec comme la consécration juridique et l'expression politique de leur fait national;

**L'assistance-chômage****Plus M. Lesage en parle, plus il sème la confusion (la FTQ)**

MONTREAL — "Plus le premier ministre Jean Lesage parle de l'assistance-chômage, plus il sème la confusion dans l'esprit du public." Telle est la déclaration qu'a faite récemment le directeur des services sociaux de la Fédération des travailleurs du Québec, le confrère Julien Major, en commentant les propos tenus par M. Lesage à l'occasion de la présentation d'un mémoire de la Chambre de commerce.

Le porte-parole de la FTQ a souligné d'abord que le premier ministre crée sciemment la confusion en annonçant que l'assistance-chômage va coûter \$75,000,000 l'année prochaine. Pourquoi, dit-il, M. Lesage ne précise-t-il pas que le gouvernement fédéral va payer la moitié de cette somme ?

**ET LE COUPABLE : LE CHOMAGE ?**

Major se demande dans quelle intention le chef du gouvernement passe son temps à chercher des boucs émissaires au coût de l'assistance-chômage. Après les fraudeurs, dit-il, c'est maintenant le tour des semi-invalides. "Ne viendra-t-il jamais à l'esprit de M. Lesage demande-t-il, que c'est le chômage lui-même qui est la cause du coût de l'assistance-chômage ?"

"Il n'est évidemment pas question, pour ceux qui peuvent se le permettre, de renoncer à toutes réjouissances en cette période des Fêtes, et c'est pourquoi je sacrifie volontiers à la tradition en souhaitant à tous un Joyeux Noël et une Année meilleure, faite de sécurité et de dignité dans le travail. Mais je ne saurais trop insister sur la nécessité qu'il y a pour chacun de nous de prendre en même temps la résolution de faire davantage, l'année prochaine, pour que personne ne connaisse plus les affres et les humiliations du chômage.

Le président,  
Roger PROVOST,  
la Fédération des travailleurs du Québec.

**DES STATISTIQUES OU LE SILENCE ?**

Le porte-parole de la FTQ a prié le premier ministre de publier des statistiques précises sur l'assistance-chômage, comme le fait la Commission de l'assurance-chômage, ou de s'abstenir dorénavant de faire à ce propos des déclarations aussi fantaisistes qu'inquiétantes pour les sans-travail nécessiteux.

Enfin, déclare le confrère Major, si des réformes s'imposent, comme le prétend M. Lesage, le gouvernement serait bien avisé de n'en pas faire sans consulter préalablement le mouvement syndical et les travailleurs sociaux, qui lui semblent beaucoup plus près du peuple que les trois experts, un homme d'affaires, un économiste et un comptable, récemment nommés pour étudier le problème de l'assistance publique. Selon lui, les deux fonctionnaires que vient de leur adjoindre le ministre de la Famille et du Bien-Etre social, M. Emilien LaFrance, ne rendent pas le comité d'étude plus démocratique ni plus apte à ses populaires.

**La suite au prochain No**

Vu l'abondance de matière et d'annonces, nous poursuivons, dans notre prochaine livraison, la publication de nos reportages illustrés sur le dernier congrès annuel de la FTQ.

La rédaction



**EXPORT**  
PLAIN  
OR FILTER TIP  
CIGARETTES

**La politique au congrès de Montréal**

# Les affiliés de la FTQ sont invités à s'affilier au NPD

MONTREAL — Les délégués au congrès de la FTQ, le mois dernier, ont adopté une recommandation du Comité d'éducation et d'action politiques invitant tous les syndicats locaux à s'affilier sans retard au Nouveau parti démocratique et à encourager leurs membres à adhérer individuellement au NPD, "en vue de mettre sur pied des associations de comté puissantes et efficaces".

Aux termes de cette résolution, les travailleurs du Québec s'accordent pour voir dans le NPD "un parti populaire se dédiant à la défense des intérêts des ouvriers, des cultivateurs, des collets blancs et des autres éléments d'esprit libéral" de notre société. Ils le considèrent également comme un parti "vraiment canadien et démocratique".

**La Constitution chez nous**

Sur recommandation du CEAP du congrès, les délégués se sont également prononcés en faveur du rapatriement de la Constitution canadienne, dans le respect de l'autonomie des provinces. Ils ont également réclamé l'adoption d'un drapeau et d'un hymne bien canadiens et distinctifs.

Se prononçant résolument contre le patronage à l'échelon provincial, le congrès a demandé au gouvernement de Québec d'élargir le mandat de la Commission Salvas, "afin de l'étendre aux activités du gouvernement de l'Union nationale et de ses organismes dans le domaine du travail et des relations industrielles en général".

**Place aux travailleurs !**

En outre, les délégués ont adopté une résolution priant le gouvernement provincial de "modifier son attitude en nommant sur les commissions gouvernementales des candidats qui lui auront été désignés par les syndicats bona fide". Ils réclament également un Hansard provincial.

Le congrès demande enfin à la FTQ de poursuivre ses efforts en vue d'un rapprochement entre les classes agricole et ouvrière, dont il souligne la communauté d'intérêts.



**A. Poupart & Cie**  
Meilleurs Voeux  
LA. 3-2193  
LAIT — CREME — BEURRE — OEUFs  
BREUVAGE AU CHOCOLAT



**ASSURANCE-GROUPE**  
MALADIE ACCIDENT  
VIE SALAIRE ETC.  
**SERVICES DE SANTÉ QUÉBEC**  
MUTUELLE D'ASSURANCE-GROUPE

Épargnez à

**LA BANQUE D'ÉPARGNE**  
DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL



**52 succursales**  
OUVERTES TOUS LES SOIRS DE 7 A 8 H.  
ET LE JOUR de 10 à 3 h. — Du lundi au vendredi

COMPLIMENTS OF

## Furness, Withy & Co. Ltd.

FURNESS HOUSE

STEAMSHIP OWNERS & AGENTS

315 St. Sacrement Street

Montreal

## PLAISIR GARANTI



TEMPS  
DES  
FÊTES...  
TEMPS  
DE LA  
GAITÉ!



**DOW FAIT RESSORTIR  
TOUTES LES QUALITÉS DE LA BIÈRE**

### BUY - WORDS OF CANADIANS FROM COAST TO COAST

*Eatonia*  
GLENEATON  
VIKING  
*Berkley*

When you consider that about 95% of these famed Brands are made in Canada for Eaton's by leading Canadian manufacturers, employing thousands of Canadian workers, it's impressive what this big production means to the Canadian economy and employment. In fact, Eaton's is one of the biggest and most constant customers Canada has.

Eaton's maintains a modern, scientific Research Bureau with one purpose in mind; to see that Eaton customers get what they pay for.

## EATON'S OF CANADA

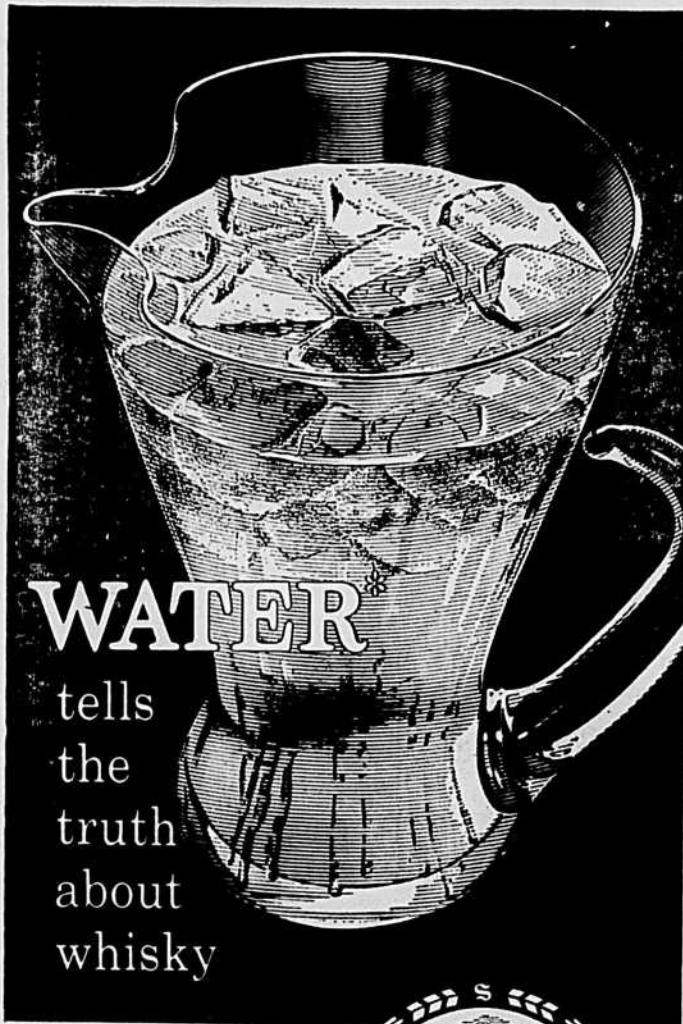
Largest Retail Organization in the British Empire.

Pour joindre les deux bouts,  
ayez un compte d'épargne

Ouvrez un compte d'épargne dès aujourd'hui à  
l'une des succursales de la Banque Royale.

**LA BANQUE ROYALE DU CANADA**

*Finer taste is a Seagram tradition*



**WATER**  
tells  
the  
truth  
about  
whisky

WATER\* (plain or sparkling) is your most reliable guide to the whole truth about any whisky. Water adds nothing, detracts nothing, but reveals a whisky's true natural flavour and bouquet. Put Seagram's "83" to the water test and you'll agree — to be that good with water, it must be a superb whisky and a more satisfying drink with any man's favourite mixer.



Now in a distinguished new decanter.

L'étude sur l'assistance publique

# LA FTQ: LE GOUVERNEMENT LESAGE EXCLUT DE NOUVEAU LES PREMIERS INTERESSES

MONTREAL — Le président Roger Provost, de la Fédération des travailleurs du Québec, a protesté énergiquement contre la composition du Comité d'étude sur l'assistance publique, qui, dit-il, exclut encore une fois les premiers intéressés, c'est-à-dire les travailleurs. Il commentait ainsi la nomination, par le gouvernement Lesage, d'un comité de trois membres chargé de faire une étude sur divers aspects de la sécurité sociale.

Le président de la FTQ ne voit absolument pas comment un comité composé d'un homme d'affaires, d'un économiste et d'un comptable seulement, peut se prononcer avec compétence sur des questions de portée avant tout sociale et humaine. A moins que le gouvernement Lesage veuille réduire le problème de l'assistance publique à des considérations strictement économiques et financières, le leader syndical ne peut s'expliquer qu'on n'ait pas fait appel à des représentants du mouvement syndical, des agences sociales, des services municipaux de bien-être, des associations de travailleurs sociaux, des spécialistes en hygiène et en nutrition.

A ce propos, le confrère Provost a précisé que sa centrale, qui représente 235,000 syndiqués du Québec, possède elle-même des services sociaux qui, depuis un an, ont acheminé des centaines et des centaines de chômeurs nécessiteux vers les agences sociales ou les services gouvernementaux compétents. Il a ajouté que le directeur de ces services s'occupe également des accidents du travail; son expérience, dit-il, aurait été précieuse dans la conduite d'une semblable enquête, car les contribuables payent souvent, sous forme d'assistance publique, ce que les entreprises devraient payer par l'intermédiaire de la Commission des accidents du travail.

D'après la FTQ, le directeur du service du bien-être de la ville de Montréal, M. Charles Renaud, aurait également dû être nommé à ce comité d'étude, de même que Mme Agnes C. Higgins, du Montreal Diet Dispensary, qui possède une expérience universellement reconnue dans l'établissement de budgets familiaux. Si l'on en juge, dit-il, par la composition du comité, le gouvernement a certainement voulu mettre l'accent sur le coût de ce secteur de la sécurité sociale plutôt que sur les besoins de la population.

Rappelant qu'au début d'octobre dernier, le ministre de la Famille et du bien-être, M. Emilien Lafrance, avait promis la formation d'un comité d'étude dont la composition aurait apparemment répondu aux vœux du mouvement syndical, le confrère Provost se demande quelles influences aussi pernicieuses qu'occultes s'exercent actuellement sur le gouvernement Lesage. Selon lui, la composition du comité, où siègera

Le porte-parole de la FTQ o tenu à faire savoir aux autorités gouvernementales que sa centrale syndicale met d'ores et déjà en doute la validité d'une étude faite uniquement dans des perspectives économiques et financières, et qu'elle se réserve d'en juger les conclusions avec toute la sévérité qu'autorise le manque de sens social et d'esprit démocratique qui a présidé à la composition du comité créé par le gouvernement Lesage.



*Joyeux Noël*  
*Bonne et*  
*Heureuse Année*  
**LA PRESSE**

*Merry Christmas*  
*and*  
*Happy New Year*



**PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED**



*Joyeux Noël*  
*Bonne et*  
*Heureuse Année*

## Au congrès de la FLQ

# Les travailleurs étaient généralement silencieux

MONTREAL — "Il y avait des travailleurs, au récent congrès de la Fédération libérale du Québec mais, en général, ils sont restés silencieux." C'est ce qu'ont déclaré au "Monde ouvrier" les confrères Marcel Maisonneuve et Gaston Ouellette, du Comité d'éducation législative et politique de la loge 712, de l'Association internationale des machinistes, à leur retour du congrès de Québec.

Tout comme les confrères Jack Smith et Henri Pelletier l'avaient fait pour le congrès de l'Union nationale, les confrères Maisonneuve et Ouellette ont assisté au congrès libéral à titre d'observateurs mandatés par leur syndicat.

### Les professionnels au micro

Les confrères Ouellette et Maisonneuve sont d'accord pour dire que le congrès libéral ne se comparait nullement, à leur connaissance, avec celui de l'Union nationale. Les délégués jouissaient d'une parfaite liberté de parole, mais il leur a semblé que c'étaient surtout les professionnels, — avocats, médecins, — et les gros commerçants qui monopolisaient les micros.

D'ailleurs, il n'a à peu près pas été question des problèmes ouvriers à ce congrès. Le premier ministre Jean Lesage s'est contenté de dire que l'on attendait les recommandations du Conseil supérieur du travail pour amender les lois ou-

vières. Les confrères Maisonneuve et Ouellette sont d'avis que le parti libéral est disposé à faire quelque chose pour se gagner le vote de l'ouvrier, mais que c'est à cause de la pression du Nouveau parti démocratique.

### Le NPD, une menace salubre

Pour les observateurs de la loge 712, il est donc important que le NPD marche bien, même s'il ne doit pas prendre immédiatement le pouvoir, car c'est une menace salubre pour les vieux partis. C'est d'ailleurs bon pour le syndicalisme lui-même car, à Canada, des travailleurs qui avaient refusé de le faire pendant des années, ont donné leur adhésion à l'AIM pour la simple raison que le mouvement syndical appuie maintenant le NPD. D'après eux, le syndicalisme canadien commence en effet à être sérieux.

Du point de vue de la procédure parlementaire, il sem-

ble que les libéraux ont fait des progrès depuis leur précédent congrès. Les confrères Ouellette et Maisonneuve trouvent que la bonne marche des délibérations peut se comparer avec celle des débats aux congrès de la FTQ. Des présidents d'assemblée ont bien essayé d'imposer leurs idées, mais il se trouvait toujours quelqu'un pour les rappeler à l'ordre.

### Les observateurs pouvaient voter

Les représentants de la loge 712 ont dû payer \$15 pour leur insigne d'"observateurs" afin d'être admis aux réunions de comités. Ils se sont toutefois aperçus que c'était le "free for all" à l'admission et que tout le monde pouvait prendre la parole et voter en comités. Bien qu'ils ne fussent pas délégués, il leur est arrivé de parler et même de voter.

Le congrès portait surtout sur la réforme de la loi électorale mais, à leur connaissance, il n'a pas été question de patronage. Ils sont d'autant plus étonnés de la récente sortie du nouveau président de la FLQ, le Dr Roger Brault, au sujet des "patronneux" libéraux. L'élection du Dr Brault les a pris par surprise, car la majorité des délégués leur semblaient favorables à M.

Jean-Paul Noël. Il n'était pas du tout question d'un autre candidat, Me Pothier Ferland, dont on sait qu'il est l'avocat du syndicat de boutique de Lucien Tremblay.

### Fermez ça pour la lessive !

Il n'y a eu qu'un seul meeting à huis-clos, avant l'ouverture officielle du congrès. C'était un caucus où n'étaient admis que les députés libéraux et des porteurs de cartes rou-

ges, présumément des dirigeants d'associations de comités. "Fermez ça, fermez ça!" criaient les organisateurs quand ils se sont aperçus que les haut-parleurs situés hors de la salle étaient restés ouverts. D'après les confrères Ouellette et Maisonneuve, cette séance secrète, pour ce qu'ils en ont entendu, ressemblait fort à une séance de lavage de linge sale en famille. "Ce doit être là, disent-ils, qu'il a été question de patronage."

Apprenez à connaître les avantages  
de l'épargne en ouvrant  
un compte

à la

**Banque Canadienne Nationale**

595 BUREAUX AU CANADA

### For Distinctive Christmas Gifts ... it's Holt Renfrew

Hundreds of beautiful and practical  
Gifts for Women, Men and Children  
at fair and sensible prices



Gifts will be wrapped ... free of charge ...  
in H.R.'s Blue-and-Silver Christmas Glitter!

**HOLT RENFREW**

Dorval Centre  
Rockland Centre  
Sherbrooke at Mountain

## ANGLO-CANADIAN PULP and PAPER MILLS, LIMITED



We extend our sincere wishes for a

*Happy New Year*

to all the workers in the Province of Quebec



**JOYEUSES FÊTES**

Compagnie QUEBEC POWER  
AU SERVICE DU PUBLIC

The President's Christmas Message**Our So-Called Christian Society: A Cruel Mother**

"As we prepare to celebrate the Christmas and New Year holidays there is very strong temptation to turn to the most recent federal statistics on unemployment in order to quiet our conscience and tell ourselves that after all there are probably fewer jobless than last year, that there is a certain economic revival, that in a word we can take part in our family rejoicing with peace of mind.

Well, we cannot. At the risk of being called a holiday spoiler, I believe it my duty to remind Quebec workers who are lucky enough to have a job that there are at this moment, in our province, at least 125,000 families to whom our so-called Christian society is still a cruel mother who does not feed her children.

"The unemployed of course can obtain unemployment insurance or unemployment assistance, but this represents a meagre pittance which is less than the vital minimum established by nutrition and welfare specialists. And even this pittance was quarrelled with by our provincial premier, who branded the unemployed as lazy people who preferred to struggle along on clearly insufficient doles rather than earn an honorable living.

"We who know the workers — and consequently the jobless — better than Mr. Lesage, are aware that most of them are proud men who suffer from being unable to render greater service to society. We know the humiliation of the father who must remain idle at home when his children leave for school; we share the shame of the man who these days must advise his youngsters that it has not been a good year and that he cannot buy them the toys they dream about.

"Knowing that the majority of the jobless are workers who want to work, we are preparing to test the good faith of the government authorities of our province by submitting a brief. It will provide concrete measures for a permanent solution of the unemployment problem and the realizing of conditions of full employment. Let the unemployed be given the possibility of finding work at suitable wages, as happens in wartime, and we shall see what a negligible proportion continue to live off State relief.

"Aware of its social responsibilities and of the necessity of translating its principles of social justice and its humanist ideology into action, our union central recently decided to give its full support to the New Democratic Party. We in fact believe that the solution lies there and that no political party tied to the big financial interests can solve the unemployment problem. However, we consider that quite apart from any direct political action, all major sectors of society — factory, land and office workers, those in the liberal professions, the small traders and industrialists — all have a stake in achieving an era of full employment.

"That is why we take advantage of the Christmas holiday to appeal to their goodwill and bid them throw their weight behind the QFL demands on public authority.

"There is of course no question here, for those who can afford it, of renouncing all pleasures during the Holiday season. That is why I yield gladly to tradition by wishing everyone a Merry Christmas and a better New Year founded on security and dignity in work. Yet I cannot stress too much the necessity for all of us to resolve

According To The CLC**U.I. Must Be Improved Within Complete Social Security Plan**

OTTAWA — The Canadian Labour Congress, in a submission to the Committee of Inquiry into the Unemployment Insurance Act, has recently proposed a series of changes in Canada's unemployment insurance plan to strengthen it as part of a comprehensive system of social security.

The central labour organization, in a 23,000-word document detailing various phases of the Unemployment Insurance Act's operations, said that failing an adequate broad plan of social security there would continue to be a tendency to use unemployment insurance and other programs in ways which were not originally contemplated.

This view was expressed in a section of the brief which continued:

**Cannot Isolate Unemployment Insurance**

"You have at least the right if not the obligation to recommend that the necessary steps be taken whereby social security in Canada will become more comprehensive and otherwise more satisfactory as a means of protecting the people of this country against the hazards of illness, old age, unemployment and other contingencies which arise in an industrial society like our own and which require collective action if effective solutions are to be found."

At another point the labour group commented:

"Unemployment insurance cannot be dealt with in isolation,

that, next year, we shall do more to prevent anyone from having to experience the agony and humiliation of unemployment."

Roger PROVOST,  
President,  
Quebec Federation of Labour

tion. Unless there is an aggressive, imaginative and well planned employment policy, unemployment insurance benefits, however desirable, will not stop the corrosion of human beings if they see no hope of re-employment ahead of them."

The CLC submission included 10 specific proposals:

**A 10-Point Reform Program**

1) A revision of the present system of financing the Act by providing for the payment of seasonal benefits out of consolidated revenue and a change in the ratio of contributions from the present 50:50 (employer and employee) and 20 government to 50:50:50, providing equal contributions from all three parties.

2) An increase in benefit rates to provide for a benefit of not less than two-thirds of previous earnings.

3) Liberalization of conditions of entitlement to benefits.

4) Maintenance of the present system of pooling the risk and avoiding "experience rating" which would impose higher contribution rates on certain industries.

5) Extension of coverage to employment not now covered, particularly hospitals not oper-

ated for gain, charitable institutions and municipal governments.

6) Avoidance of any special regulations on married women and pensioners, but more effective inspection and other administrative procedures.

7) Strengthening of the role of the Unemployment Insurance Advisory Committee and the National Employment Committee.

8) Strengthening of the National Employment Service.

9) Improvement in administrative procedures.

10) Recognition of the fact that unemployment insurance is only one of many social security instruments and that Canada needs a complete, comprehensive and adequate system of social security if the needs of the Canadian people are to be satisfied.

**Benefits Must Be Maintained and Increased**

Pointing to the recent sharp drop in the unemployment insurance fund, the CLC attributed this to a large extent to the burdening of the fund with the payment of seasonal benefits. The CLC said it was not opposed to the payment of seasonal benefits to meet special situations but the cost should be borne by the country as a whole and not only by insured workers and their employers.

Dealing with benefits, the CLC suggested the committee might consider the possibility of extending rates to recognize the case of persons with more than one dependent and that consideration might also be given to the position of claimants unemployed for long periods.

In opposing experience rating, it was said that experience in the United States showed that this practice did not stabilize employment but rather caused employers to resist the payment of claims since each additional claim was likely to result in increased rates. With experience rating, funds were not built up in good times to meet the needs of bad times.

With 7 Dissenting Votes**The QFL Rejects Separatism, But Not The Grievances It Expresses**

MONTREAL — At the end of a long heated debate, the delegates to the last QFL convention have rejected "the separatist solution" with only seven dissenting votes. However, in their carefully written resolution, they have at the same time recognized that "the grievances of the French Canadians are fully legitimate". We publish here the full text of the important resolution which defines the QFL attitude toward Confederation:

WHEREAS the Quebec Federation of Labour considers a nation as a stable community, historically constituted, having a language and culture of its own, and occupying a well defined territory;

WHEREAS the bicultural nature of Canada and the concentrated presence of one of the two nations in one given province explain the considerable importance which must be given to provincial rights, because the denial of the rights of the Province of Quebec would be tantamount to a violation of the national and democratic rights of the French Canadians;

WHEREAS a century of vexations on the federal level and in other provinces of Confederation has led the French Canadians to consider more and more the provincial state of Quebec as the juridical consecration and the political expression of their national identity;

WHEREAS the right of a nation to self-determination is a universally recognized democratic right;

WHEREAS provincial autonomy has often been used as a smoke-screen to hide the evergrowing bondage of the people of Quebec to foreign Canadian capitalists;

WHEREAS the prime responsibility of the workers is to live and to provide their families with a decent living so to insure their economical and cultural development;

WHEREAS secession would risk to cause a reduction in the standard of living which would seriously hinder the cultural development of the French Canadian nation;

BE IT RESOLVED that the Federation will do all in its power to raise the provincial state of Quebec to its full meaning so that it will use all its power in the fields under its jurisdiction: natural resources, economic planning, education, health, social security, labour legislation, etc.;

BE IT ALSO RESOLVED that the Federation still considers the Canadian Confederation as being the most proper framework for the development of the French Canadian nation, provided that Confederation is fundamentally re-arranged in both its constitution and its functioning;

BE IT FURTHER RESOLVED that the Federation, recognizing that the grievances of the French Canadians are fully legitimate, pledges itself to continue to fight with all its power for their correction, without resorting to the separatist solution.

**PRESCRIPTION  
FOR PAYING BILLS**

PAY 'EM OFF  
WITH A LOW-COST  
LIFE-INSURED

**SCOTIA  
PLAN**

**LOAN**

**THE BANK OF  
NOVA SCOTIA**

**A la 6e conférence de l'étiquette syndicale**

# "Passons de la théorie à l'action!" (Goedike)

## PEACE on EARTH...

There are four more words to that phrase that we mustn't forget... "goodwill to all men". This Christmas, as we pray for peace on earth, let us also resolve to show our goodwill to men. Not just our own kind of men, but to all men everywhere.



**Abonnez-vous au MONDE OUVRIER**

\* JOYEUX NOËL \*

MERRY CHRISTMAS



VALVES • FITTINGS • PIPING • PLUMBING • HEATING • AIR CONDITIONING

TROIS-RIVIERES — Le discours d'ouverture du président du Comité de l'étiquette syndicale de la FTQ, le confrère Roland Goedike, devait donner le ton aux délibérations. "Aux conférences antérieures, nous avons tracé un programme, façonné des instruments de travail, élaboré de belles formules et échauffé des projets d'envergure. Il faut maintenant, a-t-il déclaré, passer de la théorie à l'action."

Il s'adressait alors aux délégués de la 6e conférence des conseils du Travail, réunis à Trois-Rivières le 9 décembre. Depuis avril 1960, les centrales régionales tiennent périodiquement des colloques afin d'étudier les moyens de mettre en valeur les produits de fabrication syndicale et de répandre l'usage des services assurés par les syndiqués. Cette 6e réunion a été, en majeure partie, consacrée à la recherche de méthodes pratiques pour gagner l'appui des syndicalistes.

**DONNER LE BON EXEMPLE**

Soulignant la nécessité de la mise en oeuvre des recommandations de ces conférences, le confrère Goedike a signalé certains faits qui démontrent que nos propres syndicats n'y portent pas assez d'attention. Certaines unions locales, a-t-il rappelé, servent ou se font servir, lors de réceptions, par exemple, la seule marque de bière qui ne soit pas de fabrication syndicale; d'autres font usage d'imprimés sans étiquette syndicale; offrent des cadeaux-souvenir qui proviennent des pays étrangers; meublent leurs bureaux sans consulter le Guide de l'Acheteur; encouragent des magazines non syndicaux; etc., etc. Il a ajouté: "Ce mauvais exemple n'est pas de nature à obtenir l'appui des membres. Ce comportement pharisaïque y est pour quelque chose dans le peu d'enthousiasme en faveur de l'achat des produits syndiqués que l'on détecte parfois chez les travailleurs organisés."

**IL S'EST QUAND MEME FAIT QUELQUE CHOSE**

Les propos fort à point du président ne signifient pas, cependant, que le travail de promotion du Comité et des conseils ne fut que théorique. Le rapport du secrétaire et des délégués ont dénoté des progrès sensibles. Entre autres, on a souligné les multiples activités de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames pour mousser son étiquette syndicale; l'adoption d'un emblème par la Fraternité des Cheminots; les nombreuses manifestations civiques à l'occasion de la Semaine de l'étiquette syndicale, en septembre; la préparation d'une 5e édition du Guide de l'Acheteur; l'exposition de produits syndiqués au Parc Belmont de Montréal; l'acquisition d'un kiosque à l'Exposition industrielle de Québec; la mise en vente de cartes de Noël portant l'étiquette syndicale, et la publication prochaine d'un calendrier syndical dont l'objet principal sera de rappeler constamment à la ménagère les avantages économiques d'acheter les produits de fabrication syndicale.

**LEITMOTIV: LES SYNDICATS LOCAUX D'ABORD**

Discutant de l'adoption de méthodes d'action concrète, immédiate, les délégués ont recommandé d'entreprendre la

visite des syndicats locaux afin d'atteindre les premiers intéressés: les syndiqués. Ils ont aussi insisté pour que le Comité provincial assure une plus grande diffusion au Guide de l'Acheteur. Ce bottin des marchandises syndiquées est l'instrument essentiel au succès de la campagne. Entre les conférences provinciales, des contacts devraient exister entre le Comité et les conseils du travail.

**INVITES ET PARTICIPANTS**

Avant le début des délibérations, les maires de Trois-Rivières et du Cap-de-la-Madeleine, MM. J.-A. Mongrain et I.-R. Desrosiers; le confrère Robert Roy, président du Conseil du travail de Trois-Rivières et du district, ont souhaité la bienvenue aux délégués. Les confrères Paquet et Robitaille représentants du CTC dans la région, ont également offert leurs vœux. Les autres participants étaient, de Montréal: les confrères Gérard Rancourt, Blaise Daigneault, Saul Linds, Paul-E. Doucet; de Québec: les confrères Albert Lapointe, Roger Gauvin; de Joliette: le confrère Gérard Frève; du Cap-de-la-Madeleine: les confrères Yvan Fortin, Albert Bergeron; et de Trois-Rivières: les confrères J.-H. Chardonnet, Henri Hamel, Richard Carbonneau, H.-P. Beauchesne, A. Groleau, Robert Roy, J.-R. Lemire, R. Marchand, et la compagne Gilberte Corriveau.

Le lieu et la date de la prochaine conférence devront être déterminés par le Comité provincial.

Gérard RANCOURT

"Over 100 years of service"

**G. & J. ESPLIN LIMITED**

Established 1850

Box and packing case manufacturers  
Corrugated Boxes — Gummed Paper — Pallets  
Bottle Carrying Containers

170 DUKE St. — UN. 6-5035-6 — MONTREAL

SEASONS GREETINGS

from

**CANADIAN CELANESE LIMITED**

DRUMMONDVILLE, Que. CANADA

The Dean  
of Canadian  
Labour  
Papers

# THE LABOUR WORLD

Founded by  
Gustave  
Francq,  
in 1916

Published in order to promote the legislative reforms needed for the protection of the Quebec working class and for the betterment of its lot

Official organ of the  
QUEBEC FEDERATION OF LABOUR

Executive Committee

Roger PROVOST, president; Edouard LAROSE, Jean GERIN-LAJOIE, vice presidents; John PURDIE, secretary; Andre THIBAudeau, treasurer.

Director: Roger PROVOST; Editor: Noël PERUSSE.

Address all correspondence to:

1327 St. Joseph Blvd. East, Montreal 34 — Tel. LAfontaine 7-1218  
Printed by Radiomonde, 8430 Casgrain Street, DU. 7-6218



109

Authorized as second class mail, Post Office Department, Ottawa.

## EDITORIAL

# Unity Without Any Uniformity

During the recent QFL convention, the leader of the New Democratic Party, "Brother" Tommy Douglas, said during a press conference that the purpose of our political movement was to achieve unity without uniformity in Canada. He obviously meant that our country needed better unity without commensurate loss of the benefits of its great diversity.

Well then, we believe that we too, within the Federation, are going to have to bring about unity without uniformity. Does this mean that, like Canada, our central lacks unity? The truth is very much the contrary. Those at the convention who have followed the growth of the QFL since 1957 were unable to associate it with the movement that — born of a painful fusion — was then still torn by ideological struggles and conflicts of personalities.

What next? After having worked unremittingly for more than four years to achieve a certain unity of thought within the QFL, are we now going to deplore the fact that our November convention could — without impassioned debates nor sterile quarrels — support the New Democratic Party, adopt a very progressive position on education, elect ourselves a representative and well-balanced team of leaders?

Certainly not. The strength of unionism lies in unity, and there can be no question of weakening the QFL just to amuse star-gazers and cater to the bellcose instincts of a handful of members. No, if we find it fitting to denounce here the dangers of uniformity, it is not, in our mind, to the detriment of that unity so dearly won nor for the benefits of members of the fratricide club.

Up to now the QFL has had the wisdom to move quickly to the core of matters, and not compromising its budding unity by simultaneously tackling all the litigious questions. But now that unanimity has been reached on the thorny problem of political action, that our members have ceased grappling with every question in the light of their previous union allegiances, that they have learned to discuss without invective, it would be regrettable to find the liveliest debates at our future conventions centred on such matters as separatism, which is only of indirect interest to unionized workers.

There are a host of difficult problems that we should now be able to discuss in a spirit of unity, without there necessarily being uniformity of viewpoint among us. There are a host of delicate questions what we had the wisdom to avoid because we lacked sufficient unity of thought to allow ourselves a certain diversity of opinion.

Among the problems that should be given our attention there are, for example, those of inter-union conflict and union liberty. The AFL-CIO has just, in this connection, outlined an arbitration method which gives the union central greater authority over its affiliates. Are we mature enough to also vest certain authority in our Canadian union centrals, to permit them to resolve the problem of union liberty without returning to the law of the jungle under which the exercise of this union liberty is reduced to that of the buyer who shops among various rival unions?

There is also the question of norms in collective bargaining. Are we ready to wash some dirty linen together and set some realistic objectives that will allow us to obtain for Quebec workers what Quebec management can well afford to pay? Are we reasonable enough to confer on our centrals the authority that would be necessary to eliminate the pitfalls of anarchy?

As all can see, we have enough problems left to maintain our unity, without uniformity.

TEL. LA. 6-9427

**MARC LAPOINTE**

AVOCAT — BARRISTER

Maître en droit  
industriel et ouvrier

2228 est, SHERBROOKE East  
MONTREAL, Qué.

## The QFL Declaration of Principles on Education:

# Free, Democratic Education And Non-Confessional Schools

The course of the educational system in our province constitutes one of the essential collective responsibilities of the people of Quebec. In the light of this responsibility, the Quebec Federation of Labour considers it a duty to raise a cry of alarm about the apathetic dead end our educational institutions have reached. While acknowledging the valid achievements of the past, it now has become urgent to correct the present and prepare the future.

The workers are realizing in ever growing number that it is the people who finance nearly all education without getting proportionate use of it and, to an even lesser degree, control of it. The workers also note that the striking weaknesses of the education given their children is one of the major factors in making them unemployed. Our boys and girls are going to swell the pool of jobless because they are victims of an education that fails to prepare them for modern life. Furthermore, those who are able to continue their studies often end up struggling in a complicated network of institutions of learning that are confusion itself rather than a coherent system.

The interests of the workers and of their children demand speedy and thorough reforms aimed at placing control of education in the hands of parents through the intermediary of those elected by the people. These principles should be the guide:

### Education Opportunity

1. Every child, regardless of the financial status of its parents, has equal right to all levels of education. This right must be recognized in principle and be given practical application as well.

Education must then be free at all levels, including university. And in order for the principle to really become practical, free education must be accompanied by necessary complementary measures.

2. The Federation states again its insistence that education must be compulsory to age 16. We deplore the fact that application of this rule must be delayed by lack of sufficient schools and teachers. This unhappy situation is an indictment of the carelessness and negligence of those authorities responsible for education, who failed to foresee the crying needs of the population. We demand that the government come forward with an urgent and proper program to correct the delays of the past.

### Department of Education

3. The Council of Public Education must be thoroughly reorganized because, constituting the chief pedagogic authority in education matters, it has contributed heavily to the failure of the existing system.

A new Council of Public Education must have unified authority over the entire education system. It must represent the divers elements of the population. It must function within a precise framework which will be set democratically, that is by the elected representatives of the people. At the administrative level, the minister responsible for education must have powers enabling him to efficient-

ly coordinate the components of the education system.

4. The new Council of Public Education and the minister responsible for education must undertake a simplification of the maze which has become an anarchism of education systems, as costly as they are inefficient, and they must act to modernize school programs and teaching methods which now are incompatible with the demands of a democratic, industrialized society.

5. In order to safeguard at once the confessional character of education and the freedom of conscience of non-Catholics, the present division into Catholic and Protestant committees should be supplanted by a French committee and an English committee, with religious committees under the supervision of the ecclesiastical hierarchy and regulating religious education. At the local level, interested parents could form non-confessional school corporations.

### Financing of Education

6. The use of public funds for educational purposes must be carefully governed by a res-

ponsible minister. He shall see to ending the inordinate emergence of educational institutions whose fulfilment of a need is inconclusive but all of which require subsidies out of our money.

7. An adequate education system requires considerable sums of money which must be collected within the bounds of a harmonious government policy by statutory taxation that is uniform and socially just. This system of taxation for school purposes must above all put an end to the shame of numerous school tax exemptions imposed by companies on defenceless school commissions.

8. The apportionment of monies collected must favour all sections of the province equally. It must be based first of all on child population and their human worth, not on their financial richness as is now the case.

### Brief to Royal Commission

The importance to workers and the Quebec population of the principles enunciated and the urgency of needed reforms requires the Executive Council of the Quebec Federation of Labour to continue its proceedings aimed at submitting the Royal Commission on Education a brief based on this statement of principles which was adopted in convention.

# QFL Maintains . . .

(Continued from page 1)

Labour flatly rejected separatism, but without condemning the movements which favour it, and without contesting the legitimacy of the grievances which propel it. The delegates found that the separatist solution brought risks at the economic level, and that a Quebec State impoverished by its isolation would compromise the cultural development of the French-Canadian nation. The central of the Confederation of National Trade Unions, which as if by chance was meeting simultaneously at the same hotel, lost no time following in the QFL footsteps.

Secession Rest In Peace,  
Nov. 1961

Since the representatives of more than 300,000 Quebec workers thereby repulsed the idea of secession, future historians may set as November, 1961, the moment when the se-

paratist dream received its death-blow in our province. There also will be found elsewhere here the text of this important stand taken by our central.

Finally, the QFL adopted economic policies conferring upon the provincial government a top role in the realization of full employment in our province. The delegates did not flinch before any form of intervention by the State in the planning and control of our economy. They asserted their readiness to place in its hand all instruments necessary to direct it on the path to the common good: hydro-electric industry, public services, etc.

From Doctrine to Action

As becomes evident, the QFL has constituted itself a quite complete doctrinal body. This permits it to take lucid and intelligent action which will benefit society generally.

ACTIVE IN THE LABOUR MOVEMENT SINCE 1944

**TIBOR BARANYAI**

INSURANCE CONSULTANT

PEARL ASSURANCE COMPANY LIMITED

620 ST. JAMES STREET WEST, ROOM 210

MONTREAL

BUS.: VI. 4-2331

RES.: HU. 9-8557



**PHOTOGRAPHE SYNDICAL  
DEPUIS 1945**

FEDERAL PHOTOS

1405, MACKAY — VI. 2-2836

## Warning To Lesage Government

# QFL: No Tampering With Unemployment Assistance

MONTREAL — The Quebec Federation of Labour has warned that it will not give the Lesage Government a moment's peace if that government dares to suppress or reduce unemployment assistance allowances on the pretext that there are some frauds receiving them illegally.

Commenting on a recent statement by Premier Jean Lesage that unemployment assistance was an encouragement to indolence, the QFL's director social services, Julien Major, put the government on its guard against any attempt to abolish the present system.

The union leader saw a threat in the government chief's remarks.

### DUTY NOT TO WORK

With regard to the fraud cases invoked by Mr. Lesage the QFL spokesman asserted the needy jobless not only had

the right, but the duty, to refuse any job that would bring them less than what they receive in unemployment assistance.

He asserted that according to family budget figures from the Montreal Diet Dispensary, a family of four cannot, without compromising physical and mental health, live on an income of less than \$196 to \$227, depending on variation of rent between \$40 and \$70 a month. Major contented it

would be immoral for a family man to accept a job at even less than the \$100 a month he could obtain in unemployment assistance.

### MUST THE LAW BE VIOLATED?

The QFL social services head noted that outside Montreal the minimum wage provided by law should bring a worker nearly \$100 a month. This led him to inquire whether Mr. Lesage would like the jobless to accept wages lower than the minimum rather than draw unemployment assistance.

not doing any down-scale bidding for jobs on the encumbered labour market, where they could only get a job by ousting another man receiving reasonable wages. At the same time, he said, workers with jobs owe it to themselves to prevent the Lesage Government at all costs from abolishing the unemployment assistance system. It alone, with unemployment insurance, is averting a return of the dark and odious days during which workers cut one another's throats in factory hiring halls.

"If Mr. Lesage believes that the Quebec workers will agree to revert to jungle law on the labour market, he errs," Major said. "They now have sufficient political conscience to rid themselves of a government that would like to return them to the shameful days of the T.D. Bouchard method, who also was a Liberal."

## Lesage Beats Fast Retreat

# QFL Verdict: Satisfied But Not Relaxing Vigil

MONTREAL — The Quebec Federation of Labour has pronounced itself as satisfied with the explanation from Premier Jean Lesage that his government has no intention of suppressing nor reducing the allowances paid to the jobless as unemployment assistance.

However, the director of the QFL social services, Julien Major, asserted that the government leader could reproach no one for having misunderstood his previous statement. It said he was not ready to allow the perpetuation of a system which, in his view, constituted an encouragement of indolence and a threat to the economic life of Quebec.

### A Plea for Caution

Major said that the words of Mr. Lesage, "which were imprudent to say the least," understandably created keen concern among the indigent and within the labour movement. He called on the premier to refrain in future from sowing panic among poor people, already deeply dejected because of insecurity, by exaggerating the importance of fraud cases.

The QFL spokesman retained especially from Mr. Lesage's last statement his intention to improve the administration and distribution of unemployment assistance. Whilst affirming that the government should not modify the present system without first consulting the social agencies and the union movement, Major declared that the QFL saw no better way to improve the distribution of unemployment assistance than publicizing the law and the benefits it provides; just as the State does for hospitalization insurance.

### Policy Wildly Improvident

Major let it be known that in the face of obstinate refusal by the provincial authorities to undertake an educational campaign, the QFL saw itself forced to act. It had a resolution adopted by a meeting of all union representatives of the Montreal region — including those of the Confederation of National Trade Unions — called by the Unemployment Insurance Commission. The resolution asked federal authorities to make up for the negligence of the Lesage Government in this regard.

Finally, the QFL spokesman declared that the premier showed a certain amount of inconsistency of ideas when, within four days, he chose to complain about the high cost of unemployment assistance, then boast about it.

The way Major saw it, such contradictions seem to indicate that Mr. Lesage doesn't have any fixed ideas on social security, but that his government practises instead a "policy of wild improvisation" whose prime preoccupation is balancing the budget.

The Major view was that the right and duty of a family head is to choose unemployment assistance over the legal minimum salary. Having a job means expenses for transportation and clothing. It would be immoral for the man to assume these expenses to the detriment of his dependents. The only solution to the problem cited by Mr. Lesage, the QFL spokesman said, was to raise the minimum wage to \$1.25 per hour. This would bring the worker's monthly income to about \$200, barely the vital minimum laid down by nutrition and welfare specialists.

### AH, THE GOOD OLD DAYS!

Spokesman Major believed he detected in Mr. Lesage's statement — according to which offers had diminished on the labour mart — a note of the bourgeois-inspired nostalgia for the immense reservoir of famished jobless that precipitated a wage and price collapse during the economic crisis of the 1930s.

The unemployed received Major's congratulations for

### WHITHER THE PROMISES OF YESTER-YEAR?

The QFL spokesman recalled that the Lesage Government got itself elected by promising to settle the unemployment problem, that it has done just about nothing in that direction, that it appears to have found no other solution except to insult the jobless and slyly inviting them to cause a general wage collapse by taking over people's jobs at lower salaries.

Noting that the employment situation is in a unique state of stagnation in Quebec, Major declared it was the responsibility of government authorities to prevent the jobless from dying of hunger until such time as it has the courage to take the necessary steps to create jobs for them.




**THE Blue Box**

The gift received in the Birks Blue Box is opened with more thrilled anticipation than any other. For over four generations this famous box has been given with pride... received with pleasure.

**BIRKS JEWELLERS**

STORES IN PRINCIPAL CANADIAN CITIES



COMPLIMENTS OF

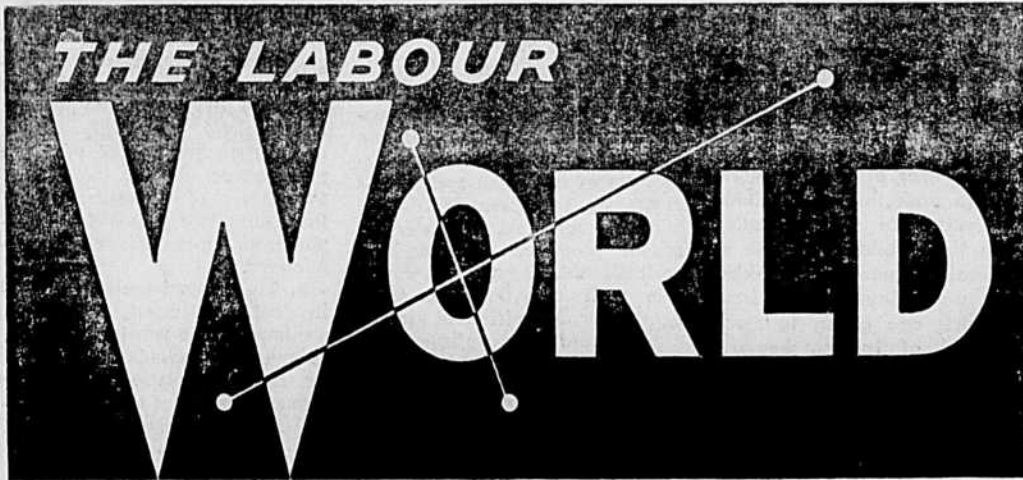
**CANADA PACKERS LIMITED**

# QFL MAINTAINS LEADER'S ROLE

46th Year

MONTREAL — DECEMBER 1961

No. 12



*...wishes it's readers*  
**a MERRY CHRISTMAS**  
*and a*  
**HAPPY NEW YEAR**

MONTREAL — The Quebec Federation of Labour has moved in giant strides since its founding in 1957 and taken its place at the head of the platoon of popular associations. It definitely asserted itself as vanguard following its November convention in Montreal. By taking stands that were at once progressive, courageous and realistic, it assumed completely one of the essential functions of the union movement which is to give leadership to all progressive and healthful elements which remain isolated in our society.

It can be said that with little dissent, all the delegates to the QFL convention were inspired in their actions by the philosophy and principles of social democracy, which sanctions political, economic and social democracy. But not satisfied to merely proclaim these principles and to effectively formulate a veritable humanist ideology, the Quebec workers decided to transform ideas into action and to officially proclaim their support of the New Democratic Party.

#### No Tabus for Us

Since the QFL had already adhered in principle to the founding of the New Party, this historic decision went unnoticed to a certain degree. Press, radio and television paid special attention to the important stands taken by our central on educational reform, separatism and the economic orientation of our province.

The Quebec workers, who comprise a pretty good representation of the population as a whole, skirted the tabus which paralyze other sectors of

society. On education, they adopted a programme of reforms resembling appreciably what has been called the "Lacoste Formula," after Prof. Paul Lacoste of the University of Montreal.

#### The QFL-Lacoste Solution

This formula calls for a complete overhaul of the Council of Public Instruction. It would be divided into two "cultural" committees, one French language, the other English, rather than a Catholic committee and a Protestant committee. There would be sub-committees to safeguard our regime of confessional teaching. But there would be a place, at the local level, for the creation of lay school corporations on behalf of parents wishing them. Elsewhere on these pages will be found the text of this statement of principles which will be the basis of a brief the QFL intends to submit to the Royal Commission on Education.

The Quebec Federation of

*(Continued on following page)*

HERE'S THE 1962 EDITION of the QFL labour team, that is the Executive Council of our movement. They are, first row, from left to right, Brothers Noël Perusse, PR Director, Jean Gerin-Lajoie, vice-president, Roger Provost, president, Edouard Larose, vice-president, Andre Thibaudeau, treasurer, Ivan Legault, executive secretary, Philippe Vaillancourt, honorary president. Second row, regional or industrial vice-presidents Benoit Laviolette, Fernand Daoust, Rene Rondou, Aldo Caluori, Jean Phillip, J. B. Hurens, Gerard Poirier, Albert Bergeron and Robert Labrie. Were absent when this photo was taken, vice-presidents Henri Desroches, Roland Goedike, Jean-Paul Menard, Maurice Silcoff, Gerard Rancourt and Oscar Longtin.

